

2 juillet 2007

Résurgence d'activités terroristes au Maghreb

*Table ronde
organisée par Khadija Mohsen-Finan*



Programme Maghreb



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Avec le soutien de



ISBN : 978-2-86592-2289-5
© Tous droits réservés, Ifri, 2008

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00
Fax : 33 (0)1 40 61 60 60
Courriel : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles, Belgique
Tél. : 00 + (32) 2 238 51 10
Fax. : 00 + (32) 2 238 51 15
Courriel : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

COMPTE RENDU DE TABLE RONDE

« RÉSURGENCE D'ACTIVITÉS TERRORISTES AU MAGHREB »

Ifri, 2 juillet 2007

Depuis décembre 2006, les pays du Maghreb central sont le théâtre d'actions terroristes attribuées ou revendiquées par « Al-Qaïda au Maghreb islamique », nouvelle appellation du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) depuis janvier 2007.

L'ancien GSPC s'est alors inscrit dans une logique internationale, tout en essayant de développer des actions terroristes plus adaptées au mode opératoire d'*Al-Qaïda* et qui s'inscrivent dans un agenda djihadiste.

Toutefois, les cibles restent inchangées : lieux symboliques du pouvoir, cadres occidentaux, intérêts américains ou français. Ces méthodes, importées d'Afghanistan ou observées en Irak, s'accompagnent d'un changement de stratégie. Les djihadistes n'entendent pas prendre le pouvoir et mettre en place un État islamique mais frapper de manière forte, le moment opportun, pour avoir l'impact médiatique le plus important.

Pour l'heure, malgré une volonté d'unifier les forces djihadistes de la région, le lien existant entre les différents islamistes de la région semble davantage idéologique qu'opérationnel. Mais si le commandement n'est pas centralisé, l'ex-GSPC peut-être rejoint par des Maghrébins bloqués dans leur ascension sociale, marginalisés dans le processus de participation à la vie politique et qui ne trouvent plus de refuge dans le projet de franchir la Méditerranée, l'Europe ayant fermé ses portes. L'investissement dans le *Jihad* contre la corruption des régimes, la collaboration des classes politiques avec les pays occidentaux ou la lutte contre l'apostasie des responsables politiques leur paraît alors légitime.

Compte tenu de la proximité géographique, des liens entretenus avec certains membres de la communauté maghrébine en Europe et de la mission qui pourrait leur être attribuée par *Al-Qaïda*, ce djihad peut leur paraître exportable en Europe. Le choix des cibles ne correspondrait plus forcément aux pays présents sur le champ irakien ou afghan mais à des moments bien choisis pour la médiatisation de l'événement : élections, rassemblements à caractère régionaux ou internationaux...

Cette nouvelle donne et cette mutation de la violence dans les pays du Maghreb, ont conduit le Centre Moyen-Orient/Maghreb de l'Ifri à organiser une table ronde le 2 juillet 2007 réunissant Maghrébins et Européens issus du monde académique et du journalisme. Le

qualificatif d'« experts » sécuritaires paraît excessif en ce qui les concerne, dans la mesure où ces enjeux de la mutation de la violence et le ralliement à *Al-Qaïda* sont relativement récents voire embryonnaires dans cette région. Les personnes sollicitées ont donc travaillé sur ces nouvelles formes de violence à partir de leur propre champ d'expertise, c'est-à-dire l'anthropologie, la philosophie, la science politique ou encore le journalisme qui les a conduits sur le terrain.

L'analyse s'est articulée autour de trois questions qui nous paraissent centrales :

- Les ambitions de l'ancien GSPC dans la région ;
- Les opérations kamikazes à Casablanca ;
- Les prolongements possibles en Europe.

Les ambitions régionales de l'ancien GSPC

Au préalable, il paraissait important de se demander de quelle violence il était question et quelles pourraient en être les causes et les motivations. Seraient-elles d'abord d'ordre économique, social, psychologique ?

Ou pourrait-il s'agir d'une « panne du sens » qui serait à l'origine de l'éclatement de la violence ?

L'interrogation a également porté sur la mise à l'index de l'islam comme étant à l'origine de cette violence. Le fait ne semble pas nouveau, dans la mesure où l'islam a toujours constitué une ressource politique au Maghreb, et la notion de *Jihad* a galvanisé les foules dès l'instant où *l'être ensemble* n'était plus possible.

Ce sont les modalités dans lesquelles se décline cette violence qui sont nouvelles. Le facteur interne est présent, mais il a rencontré une conjoncture politique mondiale qui a conduit les musulmans à se sentir humiliés sur divers plans. Il ne leur restait plus que leur « identité » à défendre pour ne pas avoir le sentiment de disparaître.

Toutefois, cette violence n'est pas monolithique, elle s'exprime différemment et a été portée, par le passé, par des acteurs divers : bandits, rebelles, militants...

En Algérie, pendant les années de guerre civile, l'expression de la violence a varié selon les groupes et les émirs. Cette différence d'appréciation de la violence fut précisément à l'origine de la mésentente entre les idéologues de l'islamisme basés à Londres qui pensaient que les massacres de villages n'étaient pas nécessaires et l'émir du GIA Antar Zouabri. Ce désaccord fut à l'origine de la scission au sein du GIA et de la création du GSPC en 1998.

Ce groupe a été dirigé pendant 8 mois par Hassan Hattab, puis par Sahraoui qui a globalisé la situation, en demandant de l'aide aux djihadistes, en s'alignant sur la ligne des *Salaf* et en proclamant que l'apostat (*El Mortad*) devait être sacrifié.

Sur le terrain algérien, chaque fois que la légitimité du groupe était mise à mal par un État qui reprenait toute sa place, le GSPC a manifesté la volonté de combler ce déficit en s'insérant dans les réseaux internationaux.

Depuis 2001, le GSPC a perdu de son influence sous l'effet de deux facteurs majeurs : d'une part l'existence de clans divers en son sein et d'autre part la politique de réconciliation nationale, suivie nombre de ses éléments. Trois grands clans ont divisé le groupe. Le clan arabe avec à sa tête l'émir actuel Abdelmalek Droukdel, le clan kabyle qui fut dirigé par Hassan Hattab qui a rejoint la politique de réconciliation nationale, d'où une véritable hémorragie dans les rangs du GSPC qui comptait 3 000 activistes en 2001 et qui n'en compterait plus qu'un millier. Enfin, le clan des anciens militaires déserteurs qui ont conclu une alliance avec Ben Mokhtar.

Le clan arabe a appuyé Zarkaoui au moment de la prise d'otages en Irak. Ce fut une occasion pour lui de s'intégrer au réseau *Al-Qaïda*. Ce faisant, il répondait en fait aux ambitions de Zarkaoui qui, dès les années 1990, voulait déjà encadrer l'islamisme algérien armé. Mais l'émir Zitouni qui avait été contacté à cet effet pour unifier les groupes djihadistes de la région était un souverainiste qui ne voulait pas inscrire son combat dans un mouvement international.

Droukdel, s'est trouvé dans une logique différente, dans la mesure où il subissait réellement la pression et l'encerclement des forces de l'ordre algériennes et perdait nombre de ses hommes à la faveur de la réconciliation nationale. Compte tenu de cet affaiblissement, il voulait placer son combat dans un espace régional ou international, tout en étant un émir plus médiatisé grâce aux chaînes arabes satellitaires. Cette médiatisation facilite le recrutement. Par ailleurs, le ralliement d'*Al-Qaïda* en janvier 2007, et la création d'*Al-Qaïda dans le Maghreb islamique*, lui permettent de prétendre au leadership et de devenir éventuellement le numéro deux d'*Al-Qaïda*, dépassant ainsi le plan régional.

Inversement, pour Ayman el-Zawahiri, il est important de pouvoir se prévaloir d'une présence au Maghreb.

Si certains intervenants ont analysé la genèse et les enjeux d'*Al-Qaïda* dans cette région, d'autres manifestent un scepticisme quant à l'existence d'une branche d'*Al-Qaïda* au Maghreb. Certes, il y a bien un « label », largement instrumentalisé dans la région et même au-delà, mais cela ne repose pas sur grand-chose. Au mieux, nous serions à un stade tout à fait embryonnaire de cette filiale. Cela expliquerait l'amateurisme observé dans la préparation des attentats et la médiocrité de l'aspect matériel des opérations conduites ou démantelées.

En revanche, les grands acteurs régionaux et internationaux ont tout intérêt à crédibiliser l'existence d'*Al-Qaïda* dans cette région. Les États-Unis souhaitent ainsi convaincre les opinions internationales de la nécessité de poursuivre la lutte antiterroriste, compte tenu de l'extension d'*Al-Qaïda* et de son implantation dans de nouvelles zones comme le Maghreb.

De la même manière, l'Algérie a intérêt à donner du sens aux ramifications de la nébuleuse de Ben Laden vers le Maroc et vers les pays du sud du Sahara. Mais à « saupoudrer » *Al-Qaïda* partout, on prend le risque de déformer la réalité, en expliquant tous les faits et enjeux régionaux par cette seule dimension. Pour preuve, le lien qui a été fait entre les revendications Touareg et *Al-Qaïda* n'est absolument pas avéré, les Touaregs ne se sentant aucune affinité avec les groupes islamistes.

La convergence entre banditisme et djihadisme, notamment en 2002 après la prise d'otages dans le sud algérien est à mettre sur le compte de la mutation de la violence. Il s'agissait là d'un mode opératoire nouveau, consistant à prendre en otage des Occidentaux pour assurer des rentrées d'argent.

Parallèlement à cela, pour certains intervenants, nous assistons à une déterritorialisation du *djihad* global qui se fait à travers l'usage d'Internet, par le biais de référents communs au djihad comme les fronts afghan, irakien ou encore palestinien et par une transversalité des financements saoudiens. Face à cela, la riposte des acteurs régionaux et des grands acteurs extérieurs reste essentiellement militaire.

D'une part, les Américains ont mis en place un centre de formation des forces spéciales antiterroristes, dans le sud algérien près de Tamanrasset. D'autre part, nous avons depuis juin 2006, une opération américano-sahélienne qui regroupe 7 pays maghrébins et africains et enfin la mise en place d'un état-major commun pour la zone maghrébo-sahélienne, avec une base à Djibouti. Ces différentes mesures ont pour objectif de prévenir les connexions entre banditisme et djihadisme et de sécuriser les zones de production des hydrocarbures.

Opérations kamikazes à Casablanca

Le Maroc a connu des mouvements islamistes depuis les années 1970. Certains sont devenus des partis présents au Parlement, d'autres sont à la marge. Les attentats du 16 mai 2003 ont mis en scène un nouvel acteur dans un pays où l'islamisme est ancien.

Ce nouvel acteur allait utiliser le terrorisme comme moyen d'action politique en introduisant également l'élément djihadiste. Mais ce djihadisme est coupé du paysage islamiste, aucune organisation n'a cautionné ses suicides, que ce soit le PJD ou encore *Al 'Adl wal Ihssen*. Nous avons même vu des *Chioukhs* Wahhabites comme Fizazi tenter de jouer les intermédiaires auprès d'eux pour les dissuader d'avoir recours à de pareils procédés.

L'autre spécificité relative au Maroc c'est l'absence d'organisations nationales et d'idéologues locaux. Il s'agit plutôt de petits groupuscules qui émergent et sont rapidement démantelés. Plus de 80 cellules ont été démantelées à ce jour. La plus importante était certainement *Ansar El Mahdi* qui donnait l'impression d'être structurée autour d'une idéologie ; ce groupe s'est notamment distingué par sa capacité à recruter des personnes aux profils totalement hétérogènes : parmi les personnes arrêtées, il y avait 5 militaires, 3 gendarmes, 1 policier et deux femmes de commandants de bord de la Royal Air Maroc.

Au-delà de ce groupe, les dernières actions, qui sont en fait des suicides sont probablement liées au GICM qui a également commandité les attentats du 16 mai 2003. Ce groupe est présent à l'extérieur du Maroc et vraisemblablement plus actif à l'étranger, notamment dans les attentats de Madrid. C'est à ce niveau-là que le lien se fait avec *Al-Qaïda*.

Comment interpréter cette nouvelle donne dans l'islamisme radical marocain ? S'agit-il d'une mutation du djihadisme marocain ? S'agit-il d'un changement de stratégie de la part de Zawahiri qui privilégierait maintenant les actions locales ?

Toutefois, il reste difficile de déterminer le sens de ces actions de 2007. Alors qu'en 2003, les attentats visaient des établissements considérés comme des lieux de débauche, en 2007, le message n'est pas clair.

On observe néanmoins une constante depuis 2003, c'est la capacité à recruter des jeunes généralement issus de quartiers considérés comme difficiles, c'est-à-dire frappés par

l'exclusion sociale. Ces jeunes sont souvent dans des postures de fuite, que ce soit par l'immigration, la délinquance ou encore la drogue. Dans certains cas, il peut s'agir des mêmes anciens délinquants, ayant tenté d'émigrer et devenus islamistes.

La carence idéologique et organisationnelle évoquée plus haut est comblée par Internet qui remplit ces deux fonctions et donne également des « recettes » pour se faire exploser.

Les anciens combattants d'Afghanistan ont joué un rôle important à leur retour au pays dans le domaine de l'Internet. Ils ont notamment introduit la notion de *Nusra*, ou obligation religieuse, par divers moyens, y compris par l'ouverture d'un site Internet, d'où la multiplication des sites et leur influence sur les jeunes.

Prolongements possibles en Europe

Est-ce que la France représente une cible privilégiée pour les djihadistes ?

C'est en tout cas ce que laissent entendre les Espagnols. D'autres pourraient plaider le non-engagement de ce pays en Irak qui ferait que la France serait moins exposée que d'autres.

Mais si une menace pesait réellement sur ce pays, elle s'inscrirait dans la continuité du contexte algérien. Dans ce cas, elle serait bien moins importante qu'elle ne l'a été au milieu des années 1990. Dans tous les cas, la France reste le pays occidental où la dynamique djihadiste a été la plus forte.

Quant à l'Espagne, elle continue d'être une cible possible, mais les salafistes peuvent également frapper ailleurs que dans les villes, Ayman El Zawahiri parle beaucoup de Ceuta et Melilla dans ses discours, comme d'une terre musulmane occupée.

Au-delà de la menace, ce qu'il faut considérer en France et en Espagne, c'est la réalité des réseaux, c'est-à-dire la possibilité de mobiliser quel que soit le contexte géopolitique. La constitution de ces réseaux est facilitée par des solidarités ou des proximités villageoises, tribales ou encore familiales, des sortes de '*Assabiya*'.

Aujourd'hui, si la vigilance est grande, aussi bien en France qu'en Espagne vis à vis de ces réseaux de recrutement de candidats au départ pour l'Irak, elle est néanmoins rendue difficile du fait des profils hétérogènes de ces populations. En effet, le recrutement ne se fait plus uniquement dans les milieux pauvres et déstructurés, mais on voit apparaître des étudiants et des diplômés qui désirent s'engager auprès des Irakiens.

Par ailleurs, ces départs ne sont pas régis par un système, il s'agit plutôt de phénomènes spontanés. En Catalogne, un des noyaux du salafisme en Europe, le recrutement pour l'Irak est venu consolider des réseaux qui préexistaient en les dynamisant. En Espagne, ces réseaux se financent par divers trafics, notamment des produits technologiques, comme des GPS, revendus en Algérie ou encore, phénomène plus récent, par la vente de cocaïne achetée en Espagne et revendue en Algérie.

Certes, au-delà de ces quelques caractéristiques des réseaux connus ou ayant été démantelés en France et en Espagne et malgré la difficulté à établir une typologie de ceux-là mêmes qui basculent dans la violence extrême, il n'empêche que tous ceux qui commettent

des attentats tirent leur légitimité du salafisme. Mais, toutes les formes de salafisme ne prônent pas le *djihad*. En revanche les salafistes djihadistes placent le djihad au cœur de leur croyance religieuse, sans se référer pour autant à un registre doctrinal homogène.

En fait, le salafisme djihadiste est formé de plusieurs tendances politiques qui ne s'incarnent pas forcément dans *Al-Qaïda* et la figure de proue de Ben Laden. À partir des attaques qui ont eu lieu en France et qui se réfèrent au salafisme djihadiste, une typologie des registres de mobilisation paraît possible : trois grandes tendances semblent se dégager.

Il y a d'abord ceux qui pourraient être qualifiés de nationalistes et qui souhaitent mettre en place un État islamique dans leur pays d'origine. Pour eux, les États occidentaux viennent en aide aux États impies du monde arabe et musulman, il faut donc pouvoir faire pression sur eux sans les considérer pour autant comme des ennemis ou des cibles. Dans ce cas précis, la violence est utilisée pour provoquer une crise des États d'origine.

Le second type de djihadisme recensé s'inscrit dans une confrontation avec les ennemis de la *Oumma*. C'est un djihadisme à caractère internationaliste qui n'a pas pour objectif l'établissement d'un État islamique. Dans ce cas précis, le djihad est déterritorialisé et s'inscrit dans des registres transnationaux. La violence se délocalise, même si les cibles en France et en Europe restent les mêmes. Ce djihad présente une forte charge anti-impérialiste. Mais contrairement au courant précédent, il ne s'agit pas de négocier avec l'adversaire ou de faire pression sur lui mais de l'anéantir. Là, la violence mobilisée est de type sacrificiel, elle va au-delà du politique, et même la société est considérée comme impie avec l'introduction de la notion de *Takfir*. Les adeptes de ce courant en Europe se reconnaissent dans *Al-Qaïda* ou encore dans le GSPC.

Le troisième groupe rassemblerait les partisans de la « défense des musulmans » dont l'intégrité paraît menacée. Ces djihadistes disent vouloir défendre les frontières de la *Oumma* et sa cohésion. On retrouve ce genre de djihad dans les zones de conflit où des musulmans s'opposent à des non musulmans. Ils ne sont pas en guerre avec les pays européens, la plupart d'entre eux sont même des produits de l'Europe. La figure dominante de ce genre de *djihad* n'est ni le martyr, ni le moudjahid mais bien le combattant de la *Oumma* qui lutte contre l'occupation.